

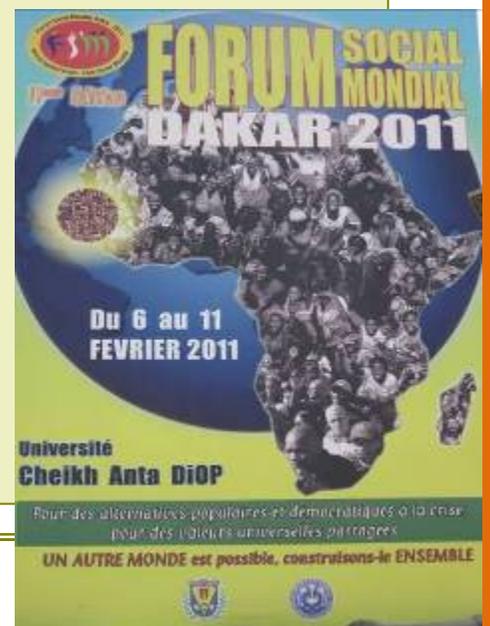
**CONTENU**

<b>Spécial FSM DAKAR 2011</b> .....	1
Chroniques du FSM (collectif UNIAAlter) .....	1
À la défense des services publics (CSN) .....	3
Une autre économie est possible (GESQ) .....	4
Forum international de l'économie sociale et solidaire (Chantier de l'économie sociale) .....	5
Le Forum mondial de théologie et de libération (CETECQ) .....	6
Les contraires s'assemblent (délégation de l'UQAR) .....	4
<b>Les prochains rendez-vous</b> .....	6
Le Forum social mondial 2013... à Montréal ? .....	6
<b>Agir au Québec</b> .....	8
Le 1 <sup>er</sup> Forum social bas-laurentien .....	8
Le 2 <sup>ème</sup> Forum social Laval .....	8

**Spécial Dakar 2011 : Créer de nouvelles solidarités en temps de crises**

Plus de 70 000 participants, 1200 organisations inscrites, 150 pays représentés, 700 ateliers et conférences, plus de 200 activités décentralisées organisées simultanément dans 25 pays. Le Forum social mondial qui s'est déroulé du 6 au 11 février 2011 à Dakar (Sénégal) fut un succès. On y a notamment parlé d'économie sociale et solidaire, de régulation de la finance internationale, de lutte contre les discriminations de toutes sortes, de reconnaissance de la diversité culturelle, de défense des biens communs de l'humanité et de la Terre-mère, de revendications autochtones, de lutte contre l'impérialisme et la guerre... Plus spécifiquement, ce Forum africain fut l'occasion d'aborder la question des migrations et des diasporas, le thème du néocolonialisme, la place de l'Afrique dans le monde et la question du mal-développement, les rapports sud-sud et bien sûr la question de la souveraineté alimentaire. Parallèlement au FSM, se sont tenus toutes sortes d'événements thématiques comme la Foire internationale de l'agriculture et des ressources, l'Assemblée mondiale des migrants, le Forum mondial de la santé, le Forum mondial sciences et démocratie, le Forum mondial des autorités locales, le Forum mondial des parlementaires, l'Assemblée mondiale des habitants et le Forum mondial de théologie et de libération. Plusieurs personnalités publiques étaient aussi présentes au FSM 2011, notamment le président sortant du Brésil, Lula Da Silva, le président bolivien Evo Morales, le président sénégalais Abdoulaye Wade et la représentante du parti socialiste français, Martine Aubry.

Plusieurs délégations québécoises ont participé très activement au FSM 2011, notamment celles des YMCA du Québec, UNIALTER, Alternatives, la CSN, le Chantier de l'économie sociale, Développement et Paix, Le Réseau Outaouais de solidarité internationale, l'université du Québec à Rimouski, Les Offices jeunesse internationaux du Québec, le Groupe d'économie solidaire du Québec, le Centre de théologie et d'éthique contextuelles québécoises (CETECQ)... En tout, ce sont plus de 150 Québécoises et Québécois qui étaient présents à Dakar. Vous trouverez dans ce numéro chroniques, témoignages et comptes-rendus pour qu'ici aussi, vous puissiez vivre l'espoir et la richesse du FSM.



Pour des alternatives populaires et démocratiques à la crise  
pour des valeurs universelles partagées

UN AUTRE MONDE est possible, construisons-le ENSEMBLE

## SPÉCIAL FSM DAKAR 2011

### Chroniques du FSM – par le collectif UNIAAlter

le collectif UNIAAlter et Les YMCA du Québec ont accompagné à Dakar une délégation de près de 70 personnes (étudiantEs, membres de la société civile québécoise, canadienne et française) afin de vivre pleinement l'expérience du FSM. Au programme de cette large délégation appuyée par Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) et l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'organisation d'un forum jeunesse tricontinental (Amérique/Europe/Afrique) en collaboration avec le YMCA de Dakar, la participation à la marche d'ouverture du FSM 2011 dans les rues de la capitale, l'initiation aux réalités et problématiques africaines dans le cadre de la journée thématique du FSM 2011 (colonisation/décolonisation et diasporas) et la participation active aux centaines d'ateliers proposés par des participants du monde entier. Cette délégation a produit plusieurs textes et témoignages disponibles sur son blogue, dont quelques extraits sont ici rapportés sous forme de chroniques.

**Pour en savoir plus :** <http://www.quebecfsm2011.blogspot.com/>

**Dakar, le mardi 8 février 2011** – L'édition 2011 du Forum social mondial (FSM) a débuté le dimanche 6 février par une vaste marche qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues de la capitale sénégalaise. Une foule bigarrée d'altermondialistes, majoritairement africains mais auxquels se mêlaient des militants provenant de plus de 140 pays, a convergé vers le campus de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) où s'est déroulé la majeure partie des activités. «Jeunes, cessons d'être sujets, soyons citoyens!» ; «mondialisons la paix!» ; «la terre est ma vie, touche pas à ma terre!» ; «emploi et travail décent pour les hommes et les femmes» ; «l'alternative : peuple, emploi, nourriture et démocratie» et même «un autre Québec est en marche!» pouvaient-on lire sur les banderoles, les T-shirt et autres drapeaux qui coloraient le cortège.

Les marcheurs furent accueillis sur le campus par le président bolivien Evo Morales qui, vantant les mérites de ses politiques économiques fondées sur la nationalisation des ressources naturelles, entendaient illustrer concrètement la possibilité d'un changement social profond. Les ressources naturelles d'un pays doivent appartenir à sa population et les profits tirés de leur exploitation responsable,

dans une perspective de développement durable, doivent servir les intérêts de la population dans son ensemble, et non pas une minorité d'entreprises privées et d'acteurs du monde financier. Cet autre monde que tous les participants rassemblés lors du FSM appellent de leurs vœux est déjà en construction dans plusieurs pays, dont la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela, le Brésil... Mais ce n'est pas suffisant selon le président bolivien. Les gouvernements progressistes

de la planète doivent participer au Forum social mondial pour venir s'informer auprès des mouvements sociaux qui luttent concrètement pour changer le monde. Ce travail d'éducation des dirigeants politiques par les organisations de la société civile est fondamental pour la concrétisation de l'alternative. «J'ai un rêve. Il faut que le FSM devienne une école pour les présidents qui se préoccupent de leur peuple», a affirmé pour conclure Evo Morales.

Les activités de réflexion du FSM ont ensuite débuté la journée du 7 février qui fut entièrement consacrée aux thèmes de la réalité africaine et des diasporas. Des centaines d'ateliers, confé-

rences, groupes d'échanges et de discussion étaient programmés afin d'aborder les multiples défis auxquels se trouvent confrontés les peuples et les mouvements sociaux africains. La



journée a cependant été très fortement perturbée par de sérieux problèmes logistiques. La direction de l'université, qui s'était engagée à fournir les locaux pour la tenue de l'événement, a décidé tardivement, suite à un changement de direction à la tête de l'institution, de revenir sur ses engagements. Résultat, les dizaines de milliers d'altermondialistes se sont vus devoir partager des locaux déjà insuffisants avec les plus de 50 000 étudiants présents sur le campus. Ce casse-tête logistique a paralysé les organisateurs du FSM qui n'ont pas été capables de sortir à temps le programme de l'événement. Ainsi, les dizaines de milliers de participants ont erré



sur le site de l'UCAD à la recherche désespérée des salles et tentes où devaient se tenir les activités auxquelles ils souhaitent participer. Cela a généré de nombreuses frustrations, mais a aussi permis de multiplier les rencontres impromptues et de renforcer les échanges informels en dehors des salles de conférence. Malgré tout, de nombreux sujets ont été traités par les différentes

organisations présentes lors de cette seconde journée d'activité du FSM 2011. Les thèmes de l'indépendance et de la décolonisation du continent ont largement été couverts, tout comme les questions de la dette odieuse, plusieurs fois payées, qui entrave le développement des pays africains, les problématiques de développement, les questions liées à l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, à un travail et un habitat décent, la condition de la femme africaine, la sécurité énergétique et la souveraineté alimentaire, le

**Dakar, le mercredi 9 février 2011** – Après deux jours d'activités dites autogérées, c'est-à-dire pris en charge par les organisations participantes au forum, les deux dernières journées du FSM ont été consacrées aux « assemblées de convergence pour l'action », c'est-à-dire des moments où les organisations, réseaux et mouvements sociaux du monde entier se rencontrent pour établir ensemble des stratégies d'action coordonnées afin de construire cet autre monde

droit à la terre, le droit des migrants, les conflits territoriaux, les ravages des industries minières dans différents pays du continent... Malgré les obstacles logistiques, les échanges ont été nombreux et riches, permettant aux participantes et participants de mieux cheminer vers la compréhension commune des enjeux globaux, afin de déployer des actions locales porteuses de changement.

L'espace du FSM a aussi laissé la place au scepticisme et à la critique. La conférence donnée conjointement par le président sortant du Brésil, Lula, et le président sénégalais Abdoulaye Wade sur la place du Souvenir bordant la route de la Corniche en fut une parfaite illustration. Deux visions à la fois de la mondialisation, des rapports nord-sud et du progrès social se sont alors confrontées. Pour Lula, qui a quitté la présidence du Brésil il y a quelques semaines avec un taux de popularité dépassant les 80% après 8 ans de présence au gouvernement, la crise actuelle qui frappe au cœur du capitalisme mondial démystifie le discours et les politiques néolibérales qui s'imposent depuis plus de 30 ans. Afin de sortir des turbulences causées par les excès de la finance internationale, la présence régulatrice des États est indispensable et le marché ne doit plus être considéré comme une panacée. La position carrément inverse fut endossée par le président Wade, qui s'est ouvertement déclaré libéral et a lancé à la blague, «vous, les altermondialistes, vous avez changé quoi au juste?». Le chef de l'État sénégalais, âgé de 82 ans et au pouvoir depuis 2000, préfère la voie du libre-échange et les mesures classiques énoncées par le Consensus de Washington pour gravir l'échelle du développement. Il a cependant voulu souligner sa grande ouverture et son penchant pour le débat démocratique en autorisant la tenue du FSM 2011 dans sa capitale.

\*\*\*

qu'ils appellent de leurs vœux. Les 10 et 11 février, 38 assemblées de convergence ont été organisées afin de coordonner les luttes mondiales sur différents terrains. La question de la lutte aux changements climatiques et des mobilisations entourant les prochains sommets internationaux sur ces enjeux a été discutée, en regard avec la notion de justice climatique promue par les peuples autochtones d'Amérique latine et le gouvernement bolivien. La problématique des migrations dans le contexte actuel de mondialisation, en lien avec la nécessité de repenser les

frontières a aussi retenu l'attention. De même que les enjeux liés à la souveraineté alimentaire et l'accaparement des terres à des fins de culture d'exportation ou de biocarburants. Ont aussi été abordés les thèmes de l'émancipation des femmes, de la dette et des stratégies de sortie de crise du capita-

### **La lutte contre les changements climatiques** –

Pour nombre de participants, le FSM 2011 se déroule dans un contexte mondial de crises (économique et financière, environnementale, alimentaire, sécuritaire) qui prennent une ampleur de plus en plus considérable avec les changements climatiques. Ce n'est donc pas surprenant que les considérations climatiques occupent une place prépondérante au sein de ce Forum social mondial.

En effet, pour bon nombre d'intervenants qui travaillent sur cette thématique, le réchauffement climatique est désormais une certitude. Bien que l'effet de serre soit avant tout un phénomène naturel, ce sont les activités humaines qui sont à l'origine de son inquiétante augmentation. Déjà, les effets visibles de celui-ci commencent sérieusement à se faire sentir : augmentation des températures de l'atmosphère et des océans, fonte des glaciers et du pergélisol, élévation du niveau des mers... et le sujet des réfugiés climatiques commence à faire son apparition dans les débats internationaux. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il faut à tout prix empêcher une augmentation de la température globale de 2°C. Cependant, à l'heure actuelle, les analyses démontrent que nous sommes sur la route d'une augmentation qui pourrait se situer autour de 4 à 6 °C.

Le concept de justice environnementale largement discuté dans ce FSM prend donc ici tout son sens. Il s'agit de comprendre que la logique capitaliste de la sur-extraction, de la surproduction et de la surconsommation des ressources de la planète est en opposition directe avec les principes biophysiques qui régissent les écosystèmes, ainsi qu'en rupture totale avec la justice sociale et au droit à vivre dans un environnement sain. Promouvoir la justice climatique signifie donc tenter de rompre les inégalités entre les pays et miser sur la refonte du système économique qui engendre ces inégalités.

**À la recherche de « bons » placements financiers, les spéculateurs et plusieurs gouvernements se sont mis à acheter des terres dans les pays les plus pauvres. Plusieurs en vue de profiter du marché des agrocarburants tels que l'éthanol produit à partir de maïs, ou le biodiesel fabriqué grâce à l'huile de palme. Selon la Banque mondiale, cette augmentation de la demande pour les agrocarburants est responsable à 75 % de l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Très concrètement, ces « investissements » ou « placements » se traduisent par la faim de millions de personnes.**

Laure Waridel, sociologue

<http://www.caissesolidaire.coop/agora/>

lisme, du renforcement de l'économie sociale et du commerce équitable, de la préservation de l'eau et des ressources naturelles, de la lutte contre les accords de partenariat économique en Afrique, des mobilisations contre les prochains sommet du G8/G20...

Dans le pays de la «teranga» ou de l'hospitalité, le changement climatique et la justice climatique sont

d'autant plus préoccupants que ce sont les personnes les plus pauvres qui sont les plus vulnérables, notamment à cause d'une moins grande



capacité d'adaptation aux fléaux climatiques et d'une accessibilité limitée aux ressources. Les pénuries en eau deviendront plus fréquentes dans les prochaines années. La production agricole et la quantité de poisson disponible devraient diminuer, ce qui entraînerait inévitablement une réduction des ressources alimentaires et, par conséquent, un plus grande malnutrition. Comment faire pour freiner ces conséquences désastreuses ?

En 2009, la question climatique à été traitée à Copenhague (Danemark). Malgré les engagements pris par les dirigeants des pays présents, le sommet de Copenhague fut considéré comme

un échec par la majorité des observateurs, en ce sens qu'il ne prévoit aucune mesures contraignantes, ni objectifs de réduction des GES à la hauteur des propositions effectuées par le GIEC et aucun contrôle des engagements internationaux. Un an plus tard, les négociations reprennent à Cancun (Mexique). La pression est au rendez-vous, suite à l'échec de la rencontre précédente. On y prévoit l'instauration d'un fonds d'aide aux pays pauvres et le rafraichissement du programme de lutte contre la déforestation en vue de baisser les émissions de CO2. Bien que ces engagements ne soient pas suffisants pour maintenir le réchauffement de la planète sous la



barre des 2°C, le secrétaire général des Nations Unies Ban ki-Moon estime qu'il s'agit d'un succès. Toutefois, force est de constater que les gouvernements mondiaux, les organisations intergouvernementales et les firmes multinationales prenant part aux négociations ne sont pas en mesure d'apporter une solution politique à la crise climatique à laquelle nous faisons face.

En réponse à cette impuissance, le président bolivien Evo Morales a pris l'initiative en avril 2010 de convier différents acteurs des mouvements sociaux, du milieu scientifique et des peuples indigènes du monde entier à la toute première Conférence mondiale des peuples pour le climat à Cochabamba en Bolivie. Pour la première fois, la question du changement climatique est abordée sous l'angle de la justice climatique : c'est le système capitaliste en soi qui est pointé du doigt, avec sa logique de puissance, de productivité, de croissance du gain illimité et de consommation sans borne. Le constat est posé de façon très simple dans la Résolution de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Chan-

gement Climatique et le Droits de la Terre Mère. « L'Humanité est face à une grande alternative : continuer sur la voie du capitalisme, du pillage et de la mort, ou s'engager sur le chemin de l'harmonie avec la nature et le respect de la vie ». Le processus démocratique des forums sociaux se situe en continuité avec celle-ci. Il s'agit de ne plus s'en remettre uniquement aux dirigeants de ce monde pour trouver des solutions à la crise climatique. À l'inverse, on s'interroge collectivement sur la façon dont nous pouvons nous organiser pour proposer des solutions alternatives concrètes capables d'apporter un changement substantiel, qui ne saurait voir le jour qu'avec un important changement de paradigme.

Comment organiser concrètement ce changement? C'est la question qui est discutée lors des deux « assemblées de convergence pour l'action » qui portent sur la question climatique au FSM de Dakar les 10 et 11 février. Plus de 50 organisations se sont réunies pour élaborer conjointement un plan d'action commun. Parmi celles-ci : le Comité Facilitador Brasil Rio + 20, la Via Campesina, ENDA Tiers Monde, Attac France, le Réseau Ressources Naturelles de RDC, la Confédération française du Travail, Science and Democracy World Forum, le Forum social Maghrébin, les peuples indigènes d'Amazonie et le Peuple Maya, Amigos de la Tierra América Latina y Caribe, FIAN International, Grassroots Global Justice Alliance, 4D, Focus on the global South, Global Forest Coalition et Centro Martin Luther King.

Les orientations se situent globalement à deux niveaux. D'un côté, les organisations de la société civile continuent à faire pression sur les gouvernements. On s'organise pour le Sommet de la Terre à Rio en 2012 et pour Durban 2011 (COP 17). De l'autre, on élabore des enjeux de luttes collectives qui seront ensuite portées par les différentes organisations. Il s'agit tout d'abord de continuer le réseautage et la solidarisation entre les luttes du nord et du sud géographique. La souveraineté alimentaire est également au centre des propositions d'action. Nous devons trouver les moyens de nous réappropriier et de relocaliser notre production alimentaire. Bien entendu, l'épineuse question de l'énergie est également à l'agenda : réduire notre dépendance face aux énergies fossiles, la décentralisation de l'énergie, le potentiel de nationalisation de l'énergie éolienne et des autres formes d'énergie renouvelables et la réduction de la consumma-

tion d'énergie ont été identifiées comme actions primordiales. La question de la migration a aussi été mise à l'avant plan. Dans un contexte où le changement climatique accentue déjà les problèmes de déplacement des populations, les organisations se sont entendues pour lutter de manière à permettre aux communautés de rester sur leurs terres autant que possible, mais aussi à faire en sorte que la liberté de mouvement de-

viennne une composante inhérente à la justice climatique.

Bref, le mot d'ordre est de s'organiser pour mieux lutter collectivement. Car les solutions proposées par les gouvernements et les multinationales, telles que l'utilisation des nanotechnologies qui fait miroiter une vision bio-prophétique de sortie d'une crise qu'ils ne reconnaissent même pas comme telle, ne sont pas viables selon les participants du FSM.

**Pour un monde sans murs** –Parmi les multiples thèmes abordés au FSM, il en est un qui préoccupe particulièrement les peuples d'Afrique : celui des migrations. Il y a plus de 200 millions de migrants dans le monde, dont 15 millions de réfugiés, et ces chiffres sont à la hausse depuis les 10 dernières années. Ces populations migrantes sont très souvent discriminées et exploitées dans leur pays d'adoption, alors que le fruit de leur travail permet de stimuler l'économie à la fois de leur pays d'accueil et de leur pays d'origine. À titre d'exemple, le montant total des transferts de fonds effectués par les émigrés sénégalais à leurs familles restées au pays représente en volume global plus du double de l'aide publique au développement reçue par le Sénégal, et plus de 15% du PIB. Autant dire que les migrants sont une des moteurs essentiels du développement du Sénégal. Le calcul pourrait être reproduit de manière assez similaire dans nombre de pays du continent africain.

Pourtant, les droits des migrants sont la plupart du temps bafoués et cette population se trouve trop souvent marginalisée. C'est pour lutter contre cette situation d'injustice qui incarne le paradoxe d'une mondialisation qui ouvre les frontières aux marchandises et aux capitaux mais se referme sur les êtres humains, que des mouvements sociaux et des organisations de migrants du monde entier se sont rassemblés au FSM de Dakar.

Un forum mondial thématique sur les migrations a été organisé peu avant l'ouverture du FSM sur le site historique de l'île de Gorée, au large de la capitale sénégalaise, symbole de l'époque coloniale esclavagiste. Des dizaines d'organisations de migrants y ont pris part et ont adopté la Charte mondiale des migrants, le 4 février 2011. Ce texte est né d'une proposition d'un migrant «sans papiers» lors d'une lutte engagée par 120 familles ainsi que leurs enfants en 2006 à Marseille en vue d'obtenir des titres de séjours en France. A la suite, un collectif s'est constitué

pour rédiger une charte. Ce fut la première apparition d'une telle idée qui consiste à faire écrire aux migrants eux-mêmes une charte de principes leur permettant simultanément d'exprimer leur vision de la citoyenneté à partir de situations qui leur sont imposées par des politiques gouvernementales. Cette charte a été présentée au 2ème forum social mondial des migrations en juin 2006 à Rivas Madrid (Espagne) et au premier sommet mondial des migrants latino-américains à Morelia au Mexique en mai 2007.

Cette Charte considère que «les personnes migrantes sont les cibles de politiques injustes. Celles-ci, au détriment des droits universellement reconnus à chaque personne humaine, font s'opposer les êtres humains les uns aux autres, en utilisant des stratégies discriminatoires, fondées sur la préférence nationale, l'appartenance ethnique, religieuse ou de genre». Elle suppose que «seule une large alliance des personnes migrantes pourra promouvoir l'émergence de droits nouveaux pour toute personne de par sa naissance sans distinction d'origine, de couleur, de sexe ou de croyance. Pour cela, cette alliance de migrants devra leur permettre, autour de principes éthiques, de



contribuer à la construction de nouvelles politiques économiques et sociales. Elle devra leur permettre aussi de contribuer à une refonte de la conception de la territorialité et du système de gouvernance mondiale dominant actuel et de son soubassement économique et idéologique».

Cette Charte mondiale des migrants énonce ainsi toute une série de droits qui devraient leur être reconnus, dont le droit de circulation et d'installation, de s'exprimer dans sa langue et de pratiquer sa religion, le droit au travail, à la sécurité, à l'intégrité physique, à l'accès aux services de santé et d'éducation, à une alimentation saine, à l'accès à l'eau...

Dans la même perspective, le mouvement utopia, présent au FSM, a proposé de jeter les bases d'une citoyenneté universelle, garantissant la liberté de circulation et d'installation, en la fondant sur le principe que «la planète est un

patrimoine commun : nul ne choisit ni le lieu, ni l'époque, ni l'environnement politique, économique et environnemental de sa naissance. La Citoyenneté universelle est fondée sur la liberté de circulation et d'installation de tout individu quelle que soit sa nationalité». Afin d'appuyer sa proposition, l'organisation distribuait aux nombreux participants de leur activité une reproduction d'un «passeport de citoyenneté universelle».

Finalement, près d'une cinquantaine d'organisations de la société civile provenant de tous les continents se sont rassemblées le 10 février lors d'une assemblée de convergence pour l'action afin de proclamer la journée du 18 décembre 2011 «Journée mondiale d'action contre le racisme, pour les droits et la dignité des migrants, réfugiés et personnes déplacées». Cela devra ainsi donner lieu à de multiples manifestations sur ce thème à travers le monde.

### **Touche pas à ma terre, ma terre c'est ma vie!**

– La question de l'accaparement des terres et les revendications pour une souveraineté alimentaire sont au cœur des discussions du FSM 2011. À l'échelle mondiale, plus de la moitié de la population habite en milieu rural, dont 2,8 milliards vivant directement du travail agrico-



le. Or, chaque jour, plus de 100 000 personnes meurent de faim ou de ses conséquences immédiates et près d'un milliard sont chroniquement sous-alimentés. Paradoxalement, les populations productrices sont aussi celles qui se voient appauvries et donc qui se retrouvent souvent en situation d'insécurité alimentaire.

Selon les analyses présentées par les participants au FSM, cette situation de crise alimentaire est le résultat simultané de divers facteurs conjoncturels, dont le développement des agrocarburants, la hausse du prix du pétrole, l'urbanisation, les changements climatiques, en plus de s'inscrire dans un contexte plus large. «La montée du capitalisme néolibéral caractérisée par la libéralisation des échanges a directement participé à la destruction de la paysannerie, réduisant l'agriculture en simple affaire de commerce, de profit et de spéculation», déclare une participante.

Pour contrer ce phénomène, et tel que définit dans la Déclaration de Nyéléni (Mali) adoptée en février 2007 par une série de mouvements paysans africains, «la souveraineté alimentaire s'affirme comme le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles».

La Via campesina, organisation internationale de mouvements paysans, a proposé en 1996 ce concept de la souveraineté alimentaire qui soutient une critique du modèle agricole actuel en plus de proposer un modèle alternatif. Face aux

problématiques de l'expansion des monocultures et de l'agriculture industrielle, de la privatisation de la nature ainsi que de l'utilisation massive de produits chimiques, des milliers de paysans et membres de la société civile se mobilisent pour affirmer leur droit à la souveraineté alimentaire. Ce projet de société s'ancre dans la valorisation des systèmes alimentaires locaux, la préservation des savoirs traditionnels et de la biodiversité ainsi que dans l'accessibilité équitable aux terres. Le droit des peuples à s'autodéterminer est donc au centre du mouvement pour la souveraineté alimentaire.

Toutefois, un frein majeur à la réalisation de la souveraineté alimentaire est le phénomène de l'accaparement des terres, thème omniprésent au Forum social mondial. Le partage des expé-

**L'accaparement des terres par des entreprises ou des pays étrangers est un sujet bouillant en Afrique. Et pour cause. Depuis 2008, plus de 40 millions d'hectares ont été achetés ou loués par des investisseurs étrangers, principalement sur ce continent. Ainsi, selon Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation : « Chaque année, une superficie de terres supérieure à la surface arable de la France fait l'objet de négociations pouvant conduire à leur cession à des investisseurs ou à des gouvernements étrangers. » -**

**Laure Waridel, sociologue**

<http://www.caissesolidaire.coop/agora/>

riences récurrentes sur cet enjeu témoigne effectivement de l'universalisation du phénomène. Un

exemple éloquent : le cas du Mali. Alors que 56% des exploitations familiales ne possèdent qu'entre 0 et 3 hectares de terres, plus de 600 000 hectares sur les 800 000 de la région de l'Office du Niger (la plus fertile au Mali) ont été cédés à des firmes nationales, à des investisseurs étrangers et à d'autres États.

Les assemblées de convergence qui ont eu lieu les 10 et 11 février ont permis aux divers acteurs présents, dont la Via campesina, ROPPA, Friends for Earth International et AT-TAC, de proposer des pistes

d'action locales et collectives pour sortir de l'impasse. Parmi les solutions avancées, notons la sensibilisation des paysans à leurs droits, la préservation et le partage des semences locales et le plaidoyer politique auprès des États.

## **Un succès pour la jeunesse d'ici et d'ailleurs**

– Le FSM est un moment privilégié d'expression pour les jeunes d'ici et d'ailleurs. Cependant, malgré la présence massive de jeunes et d'étudiants sur le campus de l'Université Cheikh Anta Diop, siège temporaire du FSM, la voix des jeunes dans les vraies instances décisionnelles est encore peu considérée, dénoncent les participants. Aujourd'hui, les jeunes font face à de nombreux défis. Que ce soit les problèmes de qualification, l'accès difficile à l'emploi, le manque de protection sociale, les lacunes dans l'éducation à la sexualité, les crises de valeurs, l'exode rural... les jeunes sont confrontés à de multiples enjeux. Or, plus de 50% des Sénégalais ont moins de 20 ans. Donc, comme l'exprime avec ferveur Benjamin Ranque Franque, un jeune participant de la délégation québécoise, «le Forum social de Dakar est une opportunité rêvée pour les sans-voix de se faire entendre».

Dans le cadre de la programmation du FSM, la délégation québécoise UNIAAlter/YMCA, soutenue par les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), en partenariat avec le YMCA du Sénégal et une délégation de jeunes Français recrutés par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), a élaboré une «Déclaration

jeunesse pour le monde de demain». Ce texte, conçu selon un processus participatif auquel ont contribué plus de 300 personnes, énonce une série de principes et de valeurs qui unissent la jeunesse d'aujourd'hui. Les jeunes sont engagés, ce qui signifie qu'ils considèrent que «la mobilisation volontaire des ressources personnelles et collectives pour la défense d'une cause est essentielle. Cela suppose que la jeunesse exerce son leadership dynamique dans la mobilisation et la participation au changement pour un meilleur monde». Ils se déclarent aussi responsables, affirmant qu'ils ont «conscience que l'avenir est entre leurs mains et en assument la responsabilité dès aujourd'hui. Cela suppose de respecter l'être humain et l'environnement, ainsi que partager les connaissances pour vivre en harmonie». Ils se sentent aussi solidaires, puisque «la jeunesse reconnaît l'égalité comme étant un pilier fondamental de la solidarité sociale. Elle promeut l'échange et l'implication communautaire dans le respect des traditions et des identités». La jeunesse est aussi ouverte car elle « est animée par une diversité de valeurs et par des façons différentes d'être et de concevoir le monde. La reconnaissance et le respect de ces différences forment notre richesse et notre force». Finalement, ils sont créatifs, du fait que «la jeunesse est un état d'esprit par lequel la créativité

se manifeste. Cela suppose la liberté d'expression et l'absence de toutes formes d'oppression».

Cette initiative fut clôturée par la rédaction de pistes d'action concrètes pour chacune des cinq valeurs proposées. «Les jeunes ont la responsabilité de participer aux prises de décisions et de s'impliquer dans la vie politique» exprime Louis Charron, jeune de 21 ans originaire de Gatineau, devant une centaine de jeunes enthousiastes lors de la plénière du forum ouvert. Cette piste d'action fut suivie par celle d'un autre groupe de travail qui demande de «favoriser la communication intergénérationnelle afin de reconnaître et intégrer les expériences de chacun». Cette Déclaration jeunesse a été présentée le 10 février aux assemblées de convergen-

ces du FSM. L'objectif est de permettre de rassembler sous l'égide d'une déclaration commune la jeunesse engagée d'aujourd'hui par-delà les frontières. De retour à Montréal, les participants québécois mettront en œuvre les pistes d'actions proposées à Dakar pour s'assurer que les valeurs de la jeunesse soient prises en considération dans la construction d'un meilleur monde. Selon Isabelle Marcotte-Latulippe, 25 ans, de la région de Montréal, qui a animé une conférence sur la gouvernance mondiale de l'eau dans un quartier populaire de la banlieue de la capitale sénégalaise, «les jeunes ont soif de changer les choses, ils sont déterminés et impliqués». Le Forum social mondial de Dakar et sa très large portion de jeunes participants en est la preuve vivante.



### **À la défense des services publics - Confédération des syndicats nationaux (CSN)**

La CSN a organisé plusieurs ateliers à Dakar. Le principal portait sur la Charte de Genève pour la défense des services publics. L'objectif était de faire connaître cette campagne qui a été lancée au mois d'octobre 2010, alors que les travailleurs français faisaient la grève sur l'enjeu des retraites. Il reste beaucoup de travail à accomplir, ne serait-ce que pour bien comprendre les différentes réalités nationales. Par exemple, dans certains pays du Sud, les syndicalistes sont plutôt favorables aux partenariats publics-privés car c'est une façon d'impliquer l'État qui, pour l'instant, laisse toute la place aux entreprises. La nécessité de développer les services publics dans un pays comme le Sénégal est frappante, particulièrement en ce qui a trait à la question du droit à l'éducation, sur laquelle convergent les étudiants et les syndicats. Plusieurs enfants n'ont pas accès à l'éducation puisqu'il n'y a pas d'écoles dans leur village. À l'université, plusieurs jeunes ne peuvent s'inscrire, faute de places disponibles. Plusieurs d'entre eux réussissent à s'instruire en assistant aux cours mais ne reçoivent aucun diplôme. Quelques dizaines d'entre eux sont venus porter ce message à l'assemblée des mouvements sociaux.

L'atelier sur le renforcement du pouvoir des femmes par l'économie sociale fut l'occasion d'entendre les témoignages de femmes dont l'implication dans des organisations d'économie sociale permet de rompre avec les coutumes, de nouer des relations avec d'autres femmes et de gagner une plus grande autonomie dans la société. Bien sûr, il y a plusieurs défis à relever. Pas moins de 90% des femmes travaillent dans le secteur informel et l'inévitable financement des initiatives s'accompagne de taux d'intérêts très élevés. Elles demandent de l'accompagnement et l'accès à de la finance réellement solidaire. Mais il était très encourageant de rencontrer la relève féministe un peu partout, avec de jeunes femmes qui prennent leur place dans les discussions.

Chaque FSM accueille aussi un Forum syndical, organisé par la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'organisation syndicale régionale. L'édition de cette année, plutôt brève, s'est déroulée sous le thème « le FSM face aux multiples crises ». Rompant avec le modèle plus formel, cette rencontre a été l'occasion pour le mouvement syndical de s'exprimer sur la pertinence pour celui-ci de participer aux forums sociaux. Non sans nuances quant aux raisons ou aux suggestions apportées, les intervenants ont insisté sur la nécessité de participer au FSM et de proposer des approches afin de maximiser les retombées potentielles pour les organisations syndicales, mais aussi pour construire cet autre monde possible avec les autres mouvements sociaux. Comme l'a dit Louis Roy à la fin de son intervention, nous avons créé la CSI pour être ensemble, pas pour s'isoler des autres mouvements. Nous avons aussi eu l'occasion d'entendre le représentant de l'UGTT (Tunisie), pour qui une Tunisie meilleure est maintenant possible après 23 ans de dictature. Dès le départ, il a tenu à préciser que le mouvement syndical n'a pas été l'initiateur de la protestation, mais qu'il a répondu à l'appel des jeunes chômeurs et étudiants, en les accompagnant, notamment par des grèves dans plusieurs régions et en leur fournissant des locaux pour s'organiser. Une alliance s'est formée autour d'eux avec toutes les forces de la société civile : femmes, jeunes diplômés, avocats, défenseurs de droits humains, etc. Avec humilité, il a appelé le mouvement syndical à élargir son action auprès de la jeunesse et à renouer avec ses origines de lutte car il n'y a pas d'équilibre possible sous le néolibéralisme.

**Pour en savoir plus :** <http://www.csn.qc.ca/>

### ***Une autre économie est possible - Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)***

Le GESQ était présent au FSM de 2011, notamment pour poursuivre un travail de longue haleine qui avait commencé dans un atelier du 2<sup>ème</sup> Forum social québécois (FSQ) tenu à Montréal à l'automne 2009. Cette initiative a mené des membres du GESQ à participer à un événement pré-forum à Saint-Louis du Sénégal. Cette activité dura deux jours et a débouché sur un projet de collaboration pour les prochaines années entre le Québec et le Sénégal à partir de Saint-Louis et de deux régions du Québec, l'Outaouais et le Saguenay. Par ailleurs, au FSM de Dakar lui-même, plusieurs militants de la délégation québécoise du GESQ se sont activés avec d'autres organisations dont le Réseau des organisations paysannes et pastorales (RESOPP) à la réalisation d'ateliers de réflexion sur divers aspects de l'économie solidaire : les coopératives rurales au Sénégal, l'accompagnement à l'économie sociale, l'éco-développement comme avenue pour l'économie solidaire.

L'atelier portant sur le mouvement coopératif au Sénégal fut l'occasion de présenter l'état des lieux dans la région. Le mouvement coopératif en Afrique de l'Ouest a souffert de l'utilisation qui a été faite de ce modèle d'organisation à des fins coloniales : on a alors créé des coopératives



d'État, littéralement sans coopérateurs, pour prendre en charge les cultures de rente comme l'arachide au Sénégal. Suite à l'indépendance, ces coopératives se sont effondrées. Le mouvement coopératif est donc en période de reconstruction sur la base des principes de l'Alliance coopérative internationale.

Il faut, comme le soulignait Abdou Salam Fall, sociologue de l'Institut fondamental pour l'Afrique Noire (IFAN) de l'Université de Dakar, bâtir des alliances pour renforcer le mouvement coopératif en même temps qu'on organise la coopérative pour répondre aux besoins des gens qui la constituent.

Les coopératives ont une obligation de rentabilité et ont besoin que l'État mette en place de structures pour que le milieu rural profite de cette création de richesse. Un exemple concret : la culture des oignons, une composante de base de l'alimentation sénégalaise où l'on en consomme 160 000 tonnes par an. Parce qu'on n'avait pas les moyens de conserver cette denrée et de la mettre en marché tout au long de l'année, les producteurs devaient se départir d'une partie de leur récolte à vil prix au moment où le produit était abondant et le Sénégal devait importer une quantité massive de produits de faible qualité durant la majeure partie de l'année. Depuis 2003, les coopératives ont investi pour corriger la situation et cette année, ce sont les oignons du Sénégal qui approvisionneront le pays huit mois sur douze. Les coopératives de producteurs ont obtenu des importateurs qu'ils ajustent leur activité à l'objectif de souveraineté alimentaire du pays. Laure Waridel de la Caisse d'économie solidaire du Québec a témoigné de l'expérience coopérative en commerce équitable grâce à laquelle des paysans mexicains maîtrisent leur production et la mise en marché de leurs produits.

Plusieurs participants ont fait référence au modèle coopératif québécois avec lequel ils ont des rapports de collaboration inspirants. René Lachapelle du GESQ et Christian Jetté du LAREPPS ont présenté comment le mouvement coopératif permet aux agriculteurs québécois de contrôler la mise en marché de leur production et comment les entreprises d'économie sociale en aide domestique répondent à des besoins essentiels de la population âgée du Québec. En fait au Québec le mouvement coopératif est un acteur important dans la lutte contre l'exclusion économique et la pauvreté. Depuis maintenant 70 ans, le mouvement coopératif québécois dispose d'une structure fédérative qui lui permet de traiter avec l'État, d'obtenir des législations favorables et de protéger l'autonomie économique de ses membres.

Comme tout autre instrument, si des principes aussi essentiels que la démocratie et la solidarité ne sont pas respectés, les coopératives ne peuvent pas donner ce qu'on en espère. Une coopérative est « une association pour une économie juste », mais il faut savoir s'en servir aussi bien pour apprendre à être entrepreneurs sur les marchés que pour rendre aux collectivités les services dont elles ont besoin. Elles peuvent devenir des outils importants de lutte contre la pauvreté qui caractérise les collectivités rurales du Sénégal à condition de prendre le temps pour bâtir un mouvement coopératif fort.

**Pour en savoir plus :** <http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/>

---

### ***Forum international de l'économie sociale et solidaire - Chantier de l'économie sociale***

Depuis 2002, le Chantier de l'économie sociale est impliqué dans ces rencontres annuelles et, une fois de plus pour cette édition, il a répondu présent à l'appel. Par la présence à Dakar de l'un de ses représentants, Émilien Gruet, le Chantier a pu établir de nouveaux contacts avec des organisations ayant une action et des préoccupations similaires aux siennes. Il a également pu renforcer ses partenariats internationaux au sein du RIPESS (Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire) et insister sur l'importance d'asseoir un mouvement d'économie sociale et solidaire mondial unifié. Ce fut aussi une belle occasion de faire la promotion du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS) qui se tiendra à Montréal en octobre prochain et qui a suscité un vif intérêt auprès des participants présents à Dakar.

**Pour en savoir plus :** <http://www.chantier.qc.ca/>

---

### ***Le Forum mondial de théologie et de libération - CETECQ***

Le Forum mondial de théologie et de libération s'est tenu à Dakar du 5 au 11 février en même temps que le Forum social mondial. Son ouverture a précédé celui-ci d'une journée. Il en était à sa quatrième édition (Porte Alegre, 2005; Nairobi, 2007; Belem, 2009). Ce Forum thématique a été fondé par des théologiens du Brésil en collaboration avec les associations Amérindia (Association des théologiens et des théolo-

giennes d'Amérique latine) et EATWOTT (Association des théologiens et des théologiennes du Tiers-Monde). Il vise à créer un réseau mondial de théologies contextuelles faites dans une perspective de la libération. Il se définit comme un «espace ouvert de rencontre» (termes du FSM) pour les personnes qui pratiquent une approche de théologie de la libération partout dans le monde. Notons que la théologie de la libération a émergé en Amérique latine dans les années 1970 s'appuyant sur une épistémologie du sud. Les personnes qui la pratiquent sont autant des universitaires que des gens de la base. Elles ont en commun une analyse systémique des systèmes interreliés de domination et un engagement concret pour créer la justice. Ces personnes ont parfois été persécutées par les États et par les Églises. Le Forum mondial de théologie et de libération est œcuménique chrétien, marqué surtout par les catholiques qui l'organisent, et il est ouvert à toutes spiritualités et religions. Il est autonome par rapport aux Églises.

Auparavant, le Forum de théologie se tenait au cours de la semaine qui précède le Forum social mondial. Pour la première fois à Dakar, il s'est déroulé simultanément à celui-ci, afin d'ouvrir ses ateliers aux participants du Forum social et d'y participer également tout au long de la semaine. La grande majorité des quelque cent-vingt théologiens et des théologiennes du Forum de théologie provenaient du sud, surtout d'Afrique et d'Amérique latine. Parmi quelques thèmes principaux qui furent abordés, on note : l'état actuel et l'avenir de la théologie de la libération, la vie et la santé en Afrique, la migration, la construction de la paix, la théologie autochtone, la théologie féministe et la théologie afro-américaine du sud. Des ateliers



d'élaboration théologique ont eu lieu au cours des deux dernières journées du Forum de théologie. S'y pose la même question qu'au Forum social mondial, celle de bâtir des convergences à travers l'immense multiplicité des approches de la théologie de la libération sur la scène mondiale.

Une délégation de six personnes du Québec a participé au Forum mondial de théologie et de libération, provenant d'un organisme universitaire et de deux groupes de base, le CETECQ (le centre de théologie et d'éthique contextuelles québécoises), le ROJeP (le réseau œcuménique justice et paix) et le GTCQ, (le groupe de théologie contextuelle québécoise). Le groupe a animé un blogue qui, autant par des textes, des photos que des vidéos, donne un compte rendu des points majeurs retenus des deux forums.

**Pour en savoir plus :** [www.justicepaix.org](http://www.justicepaix.org) et [www.rapdakar.blogspot.com](http://www.rapdakar.blogspot.com)

---

### ***Les contraires s'assemblent - délégation de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR)***

Qu'importe la nationalité, la religion ou encore la langue. Peu importe le continent de provenance ou la classe sociale, peu importe toutes ces différences et parfois même les contraires, les gens s'assemblent autour d'idées, de visions, de luttes pour un autre monde. Ces différences se sont fait sentir au sein même de notre groupe. Universitaires de différents programmes, notre délégation de onze personnes s'est retrouvée autour d'un projet commun, le Forum Social Mondial.

Le vecteur de rassemblement de notre délégation fut la croyance, la certitude que l'équité est nécessaire pour la construction d'un autre monde. Étant déjà largement informés à travers les ressources documentaires, nous voulions renforcer notre réflexion sur les moyens réels de changement. Nous voulions trouver des démonstrations permettant de prouver que le néolibéralisme n'est pas le choix à prioriser. Le meilleur moyen pour nous était d'aller sur le terrain, entrer dans la réalité quotidienne des acteurs de changement. Lors de conférences sur diverses thématiques environnementales, sociales et économiques, nous avons ouvert nos esprits et enrichi notre créativité pour devenir des instigateurs de changement.

Nous voulions également faire un pont concret entre Dakar et Rimouski. Pour ce faire, nous avons organisé une *Soirée Festive Citoyenne*. Dans la lignée du Forum Social, nous voulions ouvrir un espace citoyen où les militants de différents domaines pouvaient se rencontrer, se rassembler et discuter. Le déroulement de la soirée était une alternance entre les témoignages personnels d'acteurs et des chansons qui nous encouragent à agir.

Grâce au Forum Social et à cette soirée, nous avons compris que malgré un cynisme et un défaitiste parfois omniprésents, nous sommes aujourd'hui convaincus que les actions que nous posons ont lieu d'être et qu'elles apportent avec elles des modifications sociales significatives. Finalement, l'avenir est porteur de réflexion. Nous voulons nous concentrer davantage sur les enjeux régionaux lors du Forum Social Bas-Laurentien qui aura lieu le 29 septembre prochain.

---

## LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS

### *Le Forum social mondial 2013... à Montréal?*

Lors du dernier FSM à Dakar, les Québécoises et Québécois présents sur place ont eu la surprise d'apprendre que non seulement un consensus émerge tranquillement au sein du Conseil international (CI) du FSM pour que la prochaine édition, en 2013, ait lieu dans un pays du Nord, mais aussi que plusieurs personnes siégeant au CI verraient d'un très bon œil la candidature de Montréal.

En effet, depuis quelques années, des voix, et particulièrement des voix du Sud, se font entendre sur, d'une part, la nécessité d'enraciner le mouvement dans les régions dominantes du point de vue mondial et, d'autre part, de donner un appui aux organisations sociales qui y œuvrent dans des conditions de plus en plus difficiles. L'idée d'organiser un FSM aux États-Unis, ou en Europe, a été évoquée avant Montréal. Mais les organisations étatsuniennes ont déjà signifié au CI qu'elles ne souhaitent pas présentement s'investir dans un tel événement. Du côté européen, la Galicie a manifesté un intérêt à recevoir le FSM, mais cet enthousiasme ne semble pas partagé par d'autres organisations espagnoles. Enfin, certains groupes brésiliens ont annoncé que Porto Alegre pourrait recevoir à nouveau le prochain FSM ou, tout au moins, demeurer une option de dernière minute.

Plusieurs raisons favorisent la « candidature » de Montréal. Plusieurs membres du CI connaissent la tradition de lutte québécoise et les nombreux événements que des groupes progressistes y ont organisés. Depuis le début du FSM, en 2001, des orga-

Le Forum social mondial est le Noël des altermondialistes, l'occasion de se rasséréner le pompon-révolution. De célébrer. On y boit ensemble. On porte des toasts à des choses impossibles, au renversement des dictatures immuables, par exemple. Et puis soudain, comme par magie, à l'autre bout du monde, les révolutions se font simultanément. Au dernier jour du FSM de Dakar, une foule réunie pour entendre les conclusions des tables de convergence du Forum a appris en direct le départ d'Hosni Moubarak du palais présidentiel égyptien. À côté de moi, deux vieux paysans du Maghreb sont tombés à genoux. Je les ai vus pleurer, la tête plongée dans leurs mains calleuses de travailleurs. Pleurer et finalement s'embrasser. Enfin. Sur le moment, il nous a semblé qu'un parfum de jasmin traversait le monde entier. Il nous a semblé que toutes les révolutions à faire étaient possibles. J'ai entendu l'élue des verts au Parlement européen, la Franco-Norvégienne Eva Joly, s'écrier : « Cinquante ans de néolibéralisme économique, c'est très peu. La parenthèse achève! »

Parmi nous se trouvaient des centaines de jeunes Tunisiens et Égyptiens pour rappeler que les forces sous-marines de chez eux, réunies et alimentées depuis 2004 par les forums régionaux, ont joué un rôle central dans la mise au monde de leurs révolutions. Incidemment, Evo Morales s'est aussi présenté ici comme un « élève des forums sociaux ». Lula Ignacio Da Silva dira la même chose. Les forces sous-marines avancent. Il faut célébrer quand les choses avancent. Il faut être capable de le voir. C'est important pour le moral des peuples, le moral des majorités. Les Brésiliens ont compris cela. Ils savent se réjouir. Les forums sociaux servent aussi à se faire goûter l'arak, les mojitos et les shooters au gingembre équitable. On se rassure, on se pince, on se touche. On existe vraiment. Et on est sacrément nombreux et puissants. Le feu est bien vivant. Il vient de loin et s'inscrit dans une histoire, une cohérence.

Cette année est celle où les forces prennent conscience de la profondeur de leur vague. Nous sommes des millions à partager cette conviction très simple; la richesse matérielle n'est rien, les liens qui nous unissent les uns aux autres sont tout. Comme Thomas Sankara, nous aspirons à quitter ce monde en ne léguant qu'une bicyclette.

**Hugo Latulippe, cinéaste**

<http://www.moutonnoir.com/>

nisations québécoises et canadiennes sont présentes dans les FSM. À chaque édition, plusieurs centaines de personnes du Québec et du Canada participent au forum. La mouvance altermondialiste s'est rapidement enracinée au Québec avec le Sommet des Peuples en 2001, les mobilisations contre la guerre en 2003, les forums sociaux québécois de 2007 et 2009, les forums locaux et régionaux (Québec-Chaudière-Appalaches, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Outaouais, Laval, Lanaudière, Mauricie, Montréal Nord, les Sommets citoyens de Montréal et, à venir, au Bas-Saint-Laurent). Au Canada, il y a eu aussi des forums sociaux, notamment à Toronto. Il y a eu des mobilisations importantes à Montebello dans le cadre de la rencontre sur le Partenariat sécurité prospérité (PSP) ainsi qu'une grande participation lors des récentes manifestations contre le G20 à Toronto. Rappelons aussi que le Maire Tremblay nous avait tous surpris à la veille du FSQ 2009 en invitant le CI, réuni pour la première fois en Amérique du Nord, à envisager Montréal pour la tenue d'un prochain FSM.

Un FSM à Montréal contribuera à relancer les dynamiques panaméricaines qui, il faut le rappeler à 10 ans de Québec 2001, nous ont permis d'obtenir des succès politiques importants par le passé comme la victoire contre la Zone de libre-échange des Amériques. Il permettra aussi d'enraciner la mouvance altermondialiste en Amérique du Nord et de mieux contrer cette menace de plus en plus importante de la montée du néoconservatisme sur notre continent. Car cette menace aux peuples de l'Amérique du Nord est aussi une menace à tous les peuples du monde. En parlant des révolutions en cours dans la région Maghreb/Machrek, Gustave Massiah, soulignait que « les grands mouvements d'émancipation sont des mouvements transfrontières. Dans des zones culturelles relativement homogènes, les idées traversent les frontières ». En Amérique latine, tout a changé depuis 10 ans. Même si la situation varie d'un pays à l'autre et que l'on ne peut attribuer tous ces changements aux seuls forums sociaux, il y a là toute une mouvance sociale, qui participe de l'altermondialisme, qui prend part aux débats, qui participe à la politisation de la société, qui contribue au renouvellement de la culture militante. Frappées de plein fouet par le colonialisme puis le néolibéralisme, les populations de ces pays revendiquent et se mobilisent pour la nationalisation des ressources, la souveraineté alimentaire, la justice climatique, la protection des écosystèmes, la justice sociale et plusieurs autres causes. Et ces populations portent de plus en plus au pouvoir des partis qui défendent ces idées. Voilà une dynamique de laquelle nous pouvons apprendre au Québec, au Canada et partout en Amérique du Nord. Nous avons à apprendre de la façon dont luttent les organisations dans le Sud et c'est ce que les organisations du Sud sont disposées à faire lorsqu'elles proposent la tenue du FSM au Nord!

Il est évident que la possibilité d'accueillir la prochaine édition du FSM, constitue une expérience totalement nouvelle, différente et beaucoup plus complexe que ce qui a été organisé jusqu'à présent au Québec. Les défis seront au rendez-vous : il faudra réunir le budget nécessaire, qui sera élevé, il y aura des cibles importantes et incontournables de mobilisation au Québec, au Canada et aux États-Unis, et ce, pour un événement d'une semaine. Il faudra une organisation logistique capable de réunir, nourrir, loger et transporter 100 000 personnes, de la façon la plus cohérente possible avec les valeurs du forum. Aussi, la situation est claire : nous ne pouvons y arriver que si de nombreuses organisations au Québec, au Canada et idéalement aux États-Unis, s'impliquent activement dans l'organisation de cet événement. Collectivement, nous pouvons nous aussi contribuer à construire un monde meilleur.

**Le CI du FSM devra décider du lieu où se tiendra le FSM 2013 lors de sa prochaine réunion, à Paris à la fin du mois de mai. Ainsi, le Comité de suivi du FSQ lance un appel à toutes les organisations qui soutiennent le projet d'accueillir le prochain FSM à l'été 2013 à Montréal à se manifester et les invite à une rencontre le 3 mai prochain à Montréal.**

**Si votre organisation est intéressée à participer à cette rencontre où à connaître les prochains développements, veuillez contacter Jocelyne Dupuis :**

[joscedup@yahoo.ca](mailto:joscedup@yahoo.ca)

## AGIR AU QUÉBEC

### ***Le premier Forum social bas-laurentien***

C'est sous le thème « Vers un réchauffement social » qu'aura lieu le premier Forum social bas-laurentien, du 29 septembre au 2 octobre 2011 à Esprit-Saint. Le comité organisateur du Forum s'engage à en faire un événement éco-responsable et participatif d'envergure au Bas-Saint-Laurent. Les premiers outils de promotion et de diffusion du Forum sont maintenant disponibles, soit un signet, la page Facebook et le site Internet de l'événement. Le comité organisateur invite d'ailleurs la population à le consulter afin de connaître les onze axes thématiques ainsi que la marche à suivre dès maintenant pour participer à l'élaboration de la programmation. En effet, la mobilisation des citoyennes et des citoyens ainsi que des organisations de la société civile de la région est essentielle au succès de ce projet ambitieux.

Dans la foulée des autres forums sociaux régionaux et mondiaux, le Forum social bas-laurentien a comme objectifs d'offrir un espace ouvert de débat citoyen et mobilisateur dans la région, de favoriser le rassemblement, les réflexions et les échanges autour d'enjeux communs, de susciter et d'identifier des pistes d'action concrètes et de permettre la création de liens dans un esprit convivial et festif.

**Pour en savoir plus :** <http://www.forumsocialbaslaurentien.org>

---

### ***Le 2<sup>ème</sup> Forum social de Laval***

La région de Laval a réalisé en 2008-2009 une démarche citoyenne dont le point culminant était la tenue d'un forum social régional. Cette démarche s'inscrivait dans la foulée des forums sociaux mondiaux, s'inspirait directement de leurs valeurs et principes et contribuait à en perpétuer la tradition. Devant le constat qu'on assiste de plus en plus à un effritement des lieux de pouvoirs accessibles aux citoyens-nes et qu'un fossé se creuse entre les citoyens-nes et leurs élus, la région de Laval a fait le choix d'organiser une démarche qui place les citoyens-nes au cœur même des prises de décisions et de l'action. Grâce à la démarche du Forum social de Laval 2009, les lavallois-es ont pu jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

À l'automne 2008, des forums locaux ont été organisés dans chaque quartier de Laval, permettant ainsi aux citoyens-nes d'exprimer leurs préoccupations locales et d'établir ensemble les enjeux de leur quartier et la façon dont ils et elles pourraient améliorer leur milieu de vie. En tout, plus de 600 personnes et près de 100 organismes avaient participé à ces événements, où ont été enclenchées des initiatives citoyennes visant chacune à améliorer leur quartier. Ainsi, les citoyens-nes reprenaient le contrôle de l'amélioration de leur quartier et avaient ainsi un impact déterminant sur leur milieu de vie. Par la suite, le Forum social de Laval qui a eu lieu du 24 au 26 avril 2009 au Collège Montmorency a permis de rassembler plus de 500 citoyens-nes de Laval, qui ont pu discuter des enjeux de leur région grâce à une programmation diversifiée composée de plus de trente-cinq ateliers, une dizaine de spectacles, vingt-quatre kiosques, cinq chantiers régionaux et deux plénières/conférences. Dans le cadre des cinq chantiers régionaux, des comités de citoyens-nes ont été formés afin de travailler aux projets d'amélioration des milieux de vie qui ont été choisis par les citoyens-nes ayant participé au Forum.

Suite au succès du Forum social de Laval organisé au printemps 2009, les partenaires du Forum social de Laval se sont réjouis que de grandes initiatives citoyennes en soient ressorties, mais ont aussi constaté que, trois ans plus tard, il sera essentiel de poursuivre et de renforcer ce qui a été commencé en 2009 et poursuivi depuis. Les organismes communautaires de Laval ont donc décidé d'initier l'organisation de la seconde édition du Forum social de Laval qui aura lieu à l'automne 2012, en collaboration avec leurs partenaires. Cette seconde édition permettra non seulement d'approfondir les réflexions réalisées en 2009, mais aussi de renforcer les initiatives citoyennes et d'en mettre en place de nouvelles.

**Pour en savoir plus :** <http://www.forumsocialdelaval.org>

### ***Penser global – Agir local Le bulletin d'information sur l'Altermondialisme***

est réalisé par le Comité de suivi du Forum social québécois <http://forumsocialquebecois.org>

**Recherche et rédaction :** Raphaël Canet ([canet.raphael@gmail.com](mailto:canet.raphael@gmail.com))